



Volume 2 | Numéro 2 | Novembre 2021

Bulletin sur les risques liés aux régimes de retraite

Des données de qualité produisent des résultats positifs!

Solutions Mieux-être LifeWorks publie du contenu original offrant aux promoteurs et aux administrateurs de régimes de retraite de l'information sur les risques liés aux régimes de retraite.

Notre objectif consiste à miser sur nos recherches et notre expérience pour faire progresser le débat sur divers sujets touchant la gestion et le transfert des risques liés aux régimes de retraite.

L'année 2021 s'annonce sans précédent pour ce qui est du volume d'achat de rentes sur le marché canadien, et ce, grâce à l'amélioration générale de la situation financière des régimes de retraite. Compte tenu de la demande accrue de rentes collectives de la part des promoteurs et des administrateurs de régimes, ainsi que de la capacité limitée des assureurs, les promoteurs de régimes devraient se demander comment faire ressortir leur transaction du lot. De nombreux facteurs liés aux données sont considérés de près par les assureurs, notamment la qualité, la disponibilité et l'exhaustivité des données.

Points clés

- Les données aux fins de l'achat de rentes servent à montrer l'évolution de l'expérience du régime et de son profil démographique. À l'opposé, les données administratives d'un régime de retraite et les données d'évaluations actuarielles dressent un portrait à un moment précis;
- La transformation des données administratives de votre régime de retraite en données aux fins de l'achat de rentes aura une incidence sur la tarification des assureurs et leur volonté de participer au processus de soumission;
- Il est important de commencer dès maintenant à faire preuve d'une bonne gestion et d'une bonne gouvernance des données, car cela a des effets positifs non seulement sur les transactions de transfert des risques, mais aussi sur la gestion continue du régime.

Commençons par déboulonner certains mythes entourant les données d'un régime de retraite :

Mythe n° 1 : Les données administratives ou les données d'évaluations actuarielles suffisent

Les données administratives, les données d'évaluation et les données en vue de l'achat de rentes collectives remplissent des objectifs différents, et leur niveau d'exhaustivité et d'exactitude varie.

Les données administratives sont souvent recueillies par l'entremise du promoteur du régime afin de procurer aux participants les prestations auxquelles ils ont droit. Elles sont habituellement obtenues à la date d'embauche et mises à jour annuellement pour tenir compte de l'information sensible liée aux prestations, ou au moment d'événements de la vie, comme la cessation d'emploi, la retraite ou le décès. L'aspect le plus important des données administratives est qu'à un moment précis, elles correspondent aux prestations auxquelles le participant a droit et à son statut (actif, participant ayant des droits acquis différés, rentier ou autre). Lorsqu'un participant devient inactif, les occasions de mettre à jour ses données deviennent limitées; de plus, les données peuvent comprendre de l'information qui n'a aucune incidence sur l'exactitude du montant des prestations, comme des renseignements erronés sur le conjoint lorsque le participant est toujours vivant. En outre, des données historiques, essentielles à l'achat de rentes, peuvent être perdues si le promoteur du régime a migré ses systèmes d'administration du régime ou a changé de fournisseur au fil des ans. En cas de migration de système ou de changement de fournisseur, les données historiques non numérisées finissent souvent dans une boîte d'archives où elles ne sont bonnes qu'à ramasser de la poussière. Cela est particulièrement le cas pour les participants plus âgés qui ont pris leur retraite avant que la plupart des fournisseurs d'administration n'aient numérisé les informations enregistrées.

Les données d'évaluation sont un sous-ensemble de données administratives à une date précise. Elles sont utilisées pour évaluer les prestations afin d'établir les cotisations nécessaires, et elles

sont habituellement mises à jour annuellement ou tous les trois ans, selon le calendrier d'évaluation. Le nettoyage de données se limite aux champs de données pertinents à l'établissement du montant des cotisations requises. Par exemple, l'historique salarial d'un rentier n'a habituellement aucune pertinence dans le processus d'évaluation, mais il peut se montrer très utile pour le processus de tarification de l'assureur.

Les données aux fins de l'achat de rentes peuvent se définir comme une combinaison de données administratives historiques et, idéalement, de données socioéconomiques additionnelles. Elles contiennent habituellement suffisamment d'information pour que l'on reconstitue les prestations d'un participant et que l'on réconcilie les données historiques ou les changements de statut. Il est important de souligner que les données doivent être aussi transparentes et cohérentes que possible afin que les assureurs puissent se faire une bonne idée des dernières années, leur permettant ainsi d'évaluer comment les participants évolueront à l'avenir. Les données aux fins de l'achat de rentes devraient avoir le pouvoir de raconter une histoire aux assureurs. Elles tiennent compte avec exactitude de l'expérience passée et contiennent suffisamment d'information pour que les assureurs puissent projeter la population dans le futur.

Mythe n° 2 – Les clauses d'ajustement des primes se substituent au nettoyage et à la validation des données

S'il y a un risque que les assureurs ne sont pas prêts à prendre, c'est bien celui lié aux données. Le processus d'achat de rentes peut être tellement long que les données utilisées deviennent obsolètes en cours de route. Les petits ajustements attribuables à des événements de la vie comme des décès ou des retraites sont prévus, mais les ajustements dus à des données erronées (p. ex., erreurs dans la date de naissance, le sexe, l'information sur le conjoint, les montants des rentes, etc.) ne devraient pas se produire fréquemment et devraient être minimisés. Pour éviter d'assumer des risques non voulus liés aux données et pour que la tarification finale tienne compte des ajustements, les assureurs incorporent des clauses d'ajustement dans leurs contrats. Ils se réservent généralement le droit de modifier le prix de la transaction au moyen d'une base tarifaire déterminée

selon les tarifs en vigueur, plutôt que la base concurrentielle d'origine, dans les cas où les ajustements dépasseraient un seuil établi en fonction du prix initial. Cela peut mener à une tarification qui est loin d'être optimale dans un environnement peu compétitif. Les assureurs conservent aussi des marges additionnelles s'ils s'attendent à un ajustement important des primes lié à des données de piètre qualité, puisque ces ajustements entraînent la liquidation des placements ou la constitution de réserves de liquidité.

Mythe n° 3 – Préparer des données sur la mortalité est inutile puisque les assureurs ne s'en serviront pas

Dans l'optique de fournir des données de haute qualité en vue de l'achat de rentes, les données sur la mortalité, c'est-à-dire les décès historiques des participants au régime et de leurs conjoints, devraient être communiquées aux assureurs afin qu'ils puissent affiner leurs hypothèses de mortalité. En l'absence de telles données, les hypothèses des assureurs demeureront prudentes. Même si vos données révèlent que votre population vit plus longtemps que la moyenne, il faut s'attendre à ce que les assureurs aient déjà reflété ces caractéristiques dans leur tarification prudente, de sorte qu'il n'y a rien à gagner à ne pas fournir ces données. Les données sur la mortalité peuvent réduire la marge d'incertitude que les assureurs conservent en cas de doute. Les assureurs utilisent les données de mortalité liées au régime, les combinent avec leur propre expérience historique et les valident ensuite auprès de fournisseurs de données externes et d'autres sources d'information afin d'effectuer une modélisation rétrospective et prospective. Lorsque toutes les analyses indiquent une tendance de mortalité, l'équipe de gestion des risques acceptera plus volontiers de tenir compte des données propres à votre régime dans ses hypothèses. Les assureurs peuvent aussi appliquer un facteur de crédibilité donné – même s'il n'est pas entièrement crédible – qui peut changer la donne à l'avantage du promoteur de régime en ce qui concerne la tarification.

Pour les transactions importantes, les avantages de récolter, de préparer, de nettoyer et de valider les données historiques l'emportent de beaucoup sur le coût pour ce faire. Non seulement vos efforts se traduiront probablement par des marges de tarification plus basses, mais toutes choses étant égales, les assureurs seront beaucoup plus ouverts à l'idée de vous vendre des rentes.

Alors, pourquoi les données sont-elles si importantes?

Les assureurs n'ont pas l'habitude d'assurer les risques liés aux données. Les risques liés aux données qui sont causés par des omissions, par de l'information incomplète ou inexacte, ne sont généralement pas couverts par les assureurs dans le cadre de l'achat de rentes collectives. Les assureurs peuvent

assumer un certain degré de risque lié aux données si la documentation rassemblée est suffisante pour respecter leurs normes internes relatives à la gestion du risque avant de signer un contrat. Les données relatives au régime influencent encore la tarification des rentes collectives de plusieurs façons, et leur qualité a une incidence non seulement sur les hypothèses sous-jacentes des assureurs, mais aussi, indirectement, sur un autre type d'hypothèse :

- 1. Hypothèses démographiques :** Les données sur le régime sont un levier sur lequel les promoteurs de régimes ont un certain contrôle relativement à la tarification des assureurs. Elles peuvent être utilisées pour influencer les avis des assureurs sur le profil de mortalité du régime ou le recours à une disposition donnée du régime. Elles peuvent fournir de l'information suffisante pour répondre aux normes rigoureuses de gestion des risques des assureurs, ce qui n'est pas négligeable. Les données sur le recours à une disposition spéciale d'un régime, par exemple, peuvent aider à convaincre un assureur que les participants sont peu nombreux à tirer profit d'une disposition qui serait normalement coûteuse. Les données incomplètes et incohérentes sont des signaux d'alarme pour les assureurs et les forcent à utiliser des hypothèses prudentes, ce qui joue rarement en faveur du régime.
- 2. Stratégie de placement :** Les assureurs déterminent la stratégie de placement pour satisfaire aux obligations liées au régime de retraite qu'ils assument en cherchant une combinaison équilibrée de placements publics et privés. Une proportion importante de leur portefeuille est illiquide, et les changements imprévus touchant leurs placements non liquides qui sont causés par des modifications prévus dans les données ou par les ajustements de primes entraînent des coûts additionnels, ce dont la tarification des primes de rentes collectives tient compte.
- 3. Niveau de capital :** Les exigences en matière de capital existent pour garantir que les prestations pourront être versées dans pratiquement toutes les circonstances. À mesure que ces prestations sont versées, les réserves sont dégagées et deviennent disponibles pour d'autres transactions et projets. La planification à long terme et la viabilité de l'assureur peuvent être touchées par des risques mal évalués attribuables à des données de mauvaise qualité.
- 4. Profitabilité :** Outre les éléments ci-dessus, la profitabilité peut également être touchée par les coûts administratifs imprévus attribuables à des données de faible qualité ou à une mauvaise gouvernance en matière de données. Ces coûts peuvent s'additionner rapidement (p. ex., trouver les participants dont le lieu de résidence n'a pas pu être établi, rassembler les preuves d'âge et vérifier les renseignements des participants). Les assureurs incluent ces coûts dans la tarification, afin de protéger la rentabilité du volume d'affaires en augmentant leur tarification pour les régimes de retraite aux données inadéquates.

Pour rendre un régime de retraite attrayant pour les assureurs, il faut souvent commencer par rassembler et communiquer des données de qualité. À n'en pas douter, des données cohérentes et de qualité sont un facteur important qui influe sur la volonté de l'assureur de souscrire vos obligations et sur sa tarification.

Je comprends l'importance des données pour l'achat de rentes, **mais que puis-je faire d'un point de vue pratique?**

L'archivage et le stockage de données constituent un défi de taille pour les administrateurs de régimes. Vous êtes probablement en train de vous dire que vos données gagneraient à faire l'objet d'un bon ménage du printemps. Malheureusement, il n'existe aucune formule magique pour éliminer toutes les erreurs dans vos données. Un processus rigoureux de tenue de dossiers, combiné à des audits de survie réguliers et à des communications occasionnelles ciblant les participants ayant des droits acquis différés, augmentera la qualité de vos données de base. Si une stratégie de transfert des risques est envisagée, des conseillers pourront vous aider à rassembler l'information sur votre régime qui sera la plus utile.

- Les dangers liés à une tenue des dossiers déficiente vont bien au-delà d'une mauvaise tarification des rentes et peuvent se traduire par des problèmes beaucoup plus graves, comme des risques juridiques ou liés à la gouvernance et à la cybersécurité. Il est important d'établir un processus de gouvernance qui couvre les problèmes liés aux données en adoptant un certain nombre de pratiques exemplaires.
- Un audit de survie régulier, dans lequel on vérifie que tous les membres et conjoints ayant droit aux prestations sont toujours en vie, est un outil qui vaut la peine d'être mis en place dans le cadre de votre processus de gouvernance. C'est un impératif avant l'achat de rentes et un exercice qui peut être exigé par les assureurs aux termes de certains contrats. La tarification d'un assureur peut varier et entraîner des économies de 15 à 25 %, selon s'il s'agit d'une rente viagère simple ou d'une rente réversible. Même si le transfert des risques n'est pas envisagé, la réduction du passif liée à l'identification des défunts dépasse souvent de beaucoup le coût de l'audit. Ce n'est un secret pour personne que récupérer les trop-payés peut s'avérer difficile, voire impossible. L'audit de survie peut dans la plupart des cas être combiné à votre processus de rapport annuel, et en profiter pour confirmer les données au dossier : vous faites ainsi d'une pierre deux coups.

- Lorsque les participants quittent leur emploi, ils demeurent des participants au régime. Ils laissent un passif persistant dans le bilan du régime et peuvent disparaître dans la brume. Garder le contact avec ces participants est toujours important, surtout dans un contexte d'achat de rentes. Les participants ayant des droits acquis différés avisent rarement leurs anciens employeurs de leurs changements d'adresse ou d'événements de vie les touchant, et certains peuvent même oublier qu'ils ont droit à des prestations au titre du régime et perdent les coordonnées de leurs anciens employeurs. L'envoi de relevés annuels à ces participants est donc une mesure qui permet de maintenir le lien, et ce, même si ce n'est pas encore une exigence légale dans tous les territoires de compétence. Retrouver ces participants de même que consigner leur courriel au moment de la cessation d'emploi sont des pas dans la bonne direction; en cas de liquidation de régime, la publication d'un avis dans le journal local peut également être utile.
- Selon les caractéristiques du régime, les participants ayant des droits acquis différés peuvent coûter beaucoup plus cher que les retraités, surtout en raison de l'incertitude liée au montant auquel ils auront droit et au moment où ils le toucheront. Réduire au minimum le nombre de ces participants dans une transaction peut améliorer l'appétit des assureurs. Beaucoup de promoteurs de régimes s'attaquent à ce problème en organisant des campagnes d'offre de paiements forfaitaires. Les rapports annuels et bisannuels peuvent également rappeler aux participants ayant des droits acquis différés d'encaisser leurs droits, de confirmer leurs données et de se manifester.

En cette aire de mégadonnées, l'importance de la gouvernance des données a décuplé; cela est d'autant plus vrai pour les assureurs, puisque leur tarification est établie au moment où ils assument les obligations. L'information est un outil précieux puisqu'elle permet aux assureurs de dégager des marges et d'améliorer leur tarification; ces marges peuvent facilement être réduites si on fournit des données de qualité en vue de l'achat de rentes. Il est avantageux d'établir un processus de gouvernance avant même qu'une transaction soit envisagée. La validation des données est une étape importante du processus de préparation à la souscription de contrats de rentes collectives, et en étant prêts pour une transaction, les promoteurs se mettent en position de pouvoir saisir les occasions de courte durée lorsqu'elles se présentent.

Équipe de rédaction

Benoît Labrosse, FSA, CERA
Associé, Solutions retraite et financières
T : 514 641-4556
C : benoit.labrosse@lifeworks.com

Véronique Lauzière, FCIA, FSA
Associée adjointe, Solutions retraite et financières
T : 514 231-3352
C : veronique.lauziere@lifeworks.com

Alexandra Sonnenwirth
Conseillère, Solutions retraite et financières
C : alexandra.sonnenwirth@lifeworks.com